



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 26 septembre 2018

La ministre Frédérique Vidal ne parle pas en notre nom

Les propos de la ministre de l'Enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation, tenus ce jour à l'occasion de sa conférence de presse de rentrée, suscitent les plus fortes réserves du SNESUP-FSU.

En effet, répondant à une question sur l'ordonnance relative aux regroupements et fusions d'établissements, Frédérique Vidal a tenu des propos tendant à dévaloriser la démocratie universitaire et l'idée que s'en feraient les collègues. Prétendant que les enseignants-chercheurs n'ont « *pas la moindre idée du nombre de personnes qui siègent dans leur CA ou leur CS* » et que « *ce n'est pas leur sujet !* », estimant que « *les enseignants-chercheurs sont là pour travailler, produire de la connaissance, l'enseigner* », la ministre dresse le portrait d'universitaires déconnectés des enjeux politiques, des questions de **représentativité**, de collégialité et de démocratie. Elle ignore par là même ce qui fonde encore aujourd'hui l'Université : **la gestion démocratique par les personnels et les usagers**.

Tout aussi singulière est la représentation que livre la ministre d'enseignants-chercheurs inquiets et rétifs à « *la démarche expérimentale* ». Faut-il rappeler à Frédérique Vidal, elle-même universitaire, que ses collègues la pratiquent au quotidien, dans leurs laboratoires ? C'est le cœur du métier d'enseignant-chercheur.

Enfin, comment ne pas relever le paradoxe formulé par la ministre ? Elle valorise le projet contre les structures – « *les gens sont embarqués par le projet et non par les structures* » - et propose cependant « *une boîte à outils* » destinée à l'expérimentation de nouvelles structures. En fait, l'ordonnance autorisant l'expérimentation de nouvelles formes de regroupements des établissements, ne vise pas à « *décriquer le système* », ainsi que le dit la ministre, mais à le déréguler davantage pour d'une part renforcer un fonctionnement hiérarchique et autocratique de l'enseignement supérieur et d'autre part favoriser l'enseignement supérieur privé. Ce dont le SNESUP-FSU aimerait être sûr, c'est que notre ministre de tutelle défende bien le Service public et ses personnels !